



Pour l'avenir des agents et de la DGFIP, en grève et dans l'action le 10 mai 2021 !

En période de pandémie les déclarations d'amour en direction des services publics et des agents se succèdent, y compris de la part de ceux qui les détruisent. Les opérations de communication hypocrites sont devenues insupportables ! La réalité est les politiques d'austérité, le recul des missions, les suppressions d'emplois, les attaques contre le statut des fonctionnaires.

À ce titre, la loi transformation de la Fonction publique doit être abrogée et les recommandations de la mission CAP2022 abandonnées.

La DGFIP supporte un tiers des suppressions d'emplois de la Fonction Publique d'État. En dix ans, elle a subi 21 906 suppressions (effectifs 2021 : 96 800). La loi de finances 2021 a provoqué 1 800 suppressions supplémentaires. La démétropolisation transfère 450 emplois. 1 600 suppressions sont programmées pour 2022. Le recours à des contractuels à la place de fonctionnaires ouvre à une privatisation des emplois, comme à France Télécom.

La loi transformation de la Fonction publique a mis fin entre autres aux CAP de mutations et bientôt aux CHS-CT alors que nous avons bien vu toute l'importance de ces dernières lors de la crise sanitaire. Les logiques de travail vont vers plus d'industrialisation des tâches. Nombre d'agents sont submergés par les e-contacts et avec des accueils qui ne désemplissent pas.

Perte d'intérêt, sentiment d'aliénation, urgence permanente, pression hiérarchiques en sont des conséquences notoires. Cette industrialisation cherche avant tout à palier les suppressions d'emplois.

La crise actuelle a accentué les problèmes : sentiment d'être sacrifié en présentiel ou d'être isolé en télétravail « sanitaire » avec souvent un non-respect du droit à la déconnexion. La garde et le suivi scolaire des enfants n'a rien arrangé. L'administration avance dans la déshumanisation des espaces de travail en proposant des « flex-office » et « co-working ».

La DDFiP 95 n'est pas en reste !

Le mouvement des B vient d'être publié et c'est une catastrophe : seulement 5 arrivées ! Des décisions difficiles devront être prises pour certains ayant réussi leur concours et affectés à plus de 130 km de chez eux : renoncer au concours et rester C dans le département (sans être certain de garder la résidence) ou bien accepter l'affectation et bouleverser toute l'organisation familiale !

Dans les SGC, la mise en place des blocs fonctionnels (une spécificité Val d'Oise) est une aberration : elle enferme les collègues dans des tâches rébarbatives et les contraint à abandonner certaines de leurs compétences. Dans quel but ? « d'assurer un traitement fluide, efficace et rapide des opérations comptables des collectivités » selon la propagande de la direction ? Ou bien pour externaliser plus facilement un bloc ? Ou encore assurer la promotion d'un de nos directeurs à la tête de cette expérimentation ? Car ne nous leurrions pas : si certains hauts gradés obtiendront une gratification, les collègues dans les services de base n'auront rien. Et la direction ne reculera devant rien pour que leur nouvelle organisation fonctionne : affectation de 3 EDR dans un seul SGC, des collègues écrêtés, non respect du protocole Covid...

EN outre, le NRP 95 provoque des conséquences désastreuses pour le service public et les collègues : 4 trésoreries fermées au 01/01/2021 et 4 autres suivront au 01/01/2022, des agents qui devront faire plus de 20 km pour rejoindre leur nouveau service (pour rappel, la DDFiP s'est engagée dans un plan de mobilité eco-responsable en 2019...), d'autres qui devront se former à un nouveau métier, changement d'affectation pour 6 contrôleurs stagiaires à 2 semaines de leur installation...

Quant aux chefs de service dont les postes allaient fermer, ils ont eu de graves problèmes de santé qui n'ont « étrangement » aucun lien avec la pression du travail. En effet, la direction générale et par déclinaison, la direction locale, asservissent les chefs de service sur l'autel de ce qu'elles appellent la loyauté. Mais avec le resserrement (ou plutôt resserrage) du réseau, les places sont chères et certains ne supportent mal cette pression tandis que d'autres la font redescendre la pression aux agents.

Voici quelques chiffres du démantèlement de la DDFiP 95 et ses conséquences :

- 35427 heures écrêtées (c'est-à-dire offertes à l'administration) depuis 2012
- 417 emplois supprimés depuis la fusion
- 14 services fiscaux en 2022 contre 39 en 2005
- 72 emplois démétropolisés d'ici 2026 (dont 34 pour les SIE et 34 pour les SPF)

L'ultra-libéralisme n'est pas une fatalité. Il essaie de nous faire croire que les choses sont figées. Nous entendons en effet des collègues dire que cela ne sert à rien, que tout est déjà décidé. Et c'est exactement ce que nos dirigeants et nos directeurs veulent nous faire croire. **Non, les suppressions d'emplois et les restructurations ne sont pas immuables comme la loi universelle de la gravitation !**

Ne tombons pas dans le poison de la division entre le public et le privé, les jeunes et les moins jeunes, les femmes et les hommes, les Français et les non-Français, ceux qui sont à l'accueil et ceux qui sont en gestion, ceux qui sont en présentiel et ceux qui télétravaillent... **Les responsables sont ceux qui détériorent nos conditions de vie au travail et qui génèrent de la précarité.**

Alors le 10 mai 2021, qu'on soit en télétravail ou en présentiel, exigeons l'arrêt de ces politiques destructrices à plus d'un titre tant sur le plan personnel que professionnel.

Toutes et tous en grève et en manifestations, dans le respect des consignes sanitaires.

Ensemble imposons un autre monde, construisons ensemble nos jours meilleurs.

Cergy, le 28 avril 2021

